

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DIRECTION DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

REF / PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

A R R Ê T E N°200703200340

Prescriptions complémentaires – SARL Carrières LAMBLE à ARGIESANS

Le Préfet du Territoire de Belfort

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU :

- ♦ le Code de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V, et notamment son article L 512.17,
- ♦ le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées, et notamment ses articles 18, 20, 23.6, 34.1, 34.3 et 42.1,
- ♦ le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- ♦ l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières, et notamment son article 12,
- ♦ l'arrêté préfectoral n° 2953 du 30 octobre 1984 autorisant la S.A.R.L. CARRIERES LAMBLE à exploiter une installation de criblage concassage de matériaux calcaires, d'une capacité annuelle de traitement de 230 000 tonnes, sur le territoire de la commune d'ARGIESANS, au lieu-dit « Sous le Mont »,
- ♦ l'arrêté préfectoral n° 2087 du 23 août 1985 autorisant la S.A.R.L. CARRIERES LAMBLE à exploiter une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune d'ARGIESANS, au lieu-dit « Sous le Mont »,
- ♦ l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1099 du 29 juillet 1999 portant sur le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière du lieu-dit « Sous le Mont » à ARGIESANS,
- ♦ l'arrêté préfectoral n° 200603060435 du 6 mars 2006 portant délégation de signature à Monsieur Philippe DIEUDONNE, Secrétaire Général de la Préfecture de Belfort,
- ♦ l'acte de cautionnement solidaire n° 246006 délivré par l'établissement HSBC-CCF le 5 avril 2004 à la société CARRIERES LAMBLE SAS,
- ♦ le mémoire de fin de travaux et de remise en état transmis par la S.A.S LAMBLE, reçu le 12 septembre 2006 à la Préfecture du Territoire de Belfort, rendant compte de l'arrêt définitif des travaux d'exploitation et de la remise en état de la carrière sise au lieu-dit « Sous le Mont » à ARGIESANS autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2087 du 23 août 1985 modifié susvisé,
- ♦ le récépissé de cessation d'activité délivré le 11 décembre 2006 par la Préfecture du territoire de Belfort en application de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé,
- ♦ le dossier de demande de modification partielle des conditions d'exploitation (remise en état) de la carrière sise au lieu-dit « Sous le Mont » à ARGIESANS établis par la société S.A.S LAMBLE et reçu le 12 septembre 2006 à la Préfecture du Territoire de Belfort,
- ♦ l'avis du Maire de la commune d'ARGIESANS en date du 15 février 2007,
- ♦ le rapport valant procès-verbal de récolement dressé par l'inspecteur des installations classées à la suite des constatations effectuées le 15 février 2007 sur la carrière susvisée,
- ♦ l'avis de la formation spécialisée dite "des carrières" de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du Territoire de Belfort dans sa séance du 28 février 2007,

CONSIDERANT que l'ensemble des terrains a été nettoyé, que l'espace affecté à l'exploitation s'insère d'ores et déjà de façon satisfaisante dans le paysage sans qu'il soit nécessaire de procéder à des plantations ou des engazonnements supplémentaires, compte tenu de l'usage futur du site,

CONSIDERANT que dans ces conditions le récolement et la levée des garanties financières peuvent être prononcés,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort,

A R R E T E

ARTICLE 1. - Il est ajouté à l'arrêté préfectoral n° 2087 du 23 août 1985 une annexe II constituée par le plan de réaménagement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2. - Les dispositions de l'article 5.2.3. de l'arrêté préfectoral n° 2087 du 23 août 1985 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« En fin d'exploitation de la carrière :

- ♦ l'ensemble des paliers et voies d'accès jusqu'alors non réaménagés conformément au deuxième alinéa de l'article 5.2.2. ci-dessus seront remis en état en suivant d'une part les dispositions du premier alinéa de cet article 5.2.2. et d'autre part en respectant le plan de réaménagement approuvé par l'ONF et la commune d'ARGIESANS et rapporté à l'annexe II du présent arrêté préfectoral ;
- ♦ sur la zone non concernée par les installations de traitement des matériaux, la plate forme de base sera rechargée de stériles sur une épaisseur de 1 m à 1 m 50 ;
- ♦ les installations de traitement des matériaux seront démontées et évacuées ;
- ♦ les équipements (portail de fermeture, pont bascule avec fosse béton armé, bungalow bureau et annexe à l'entrée du site, ligne électrique, transformateur et son local en dur, dallages béton autour du transformateur, aire de circulation, aire béton de dépôtage, cuve FOD et appareillage de distribution) que la commune d'ARGIESANS souhaitent conserver sur le site pour son C.E.T. de classe III seront maintenus en l'état ;
- ♦ les débris de toute sorte seront évacués, les abords de la carrière nettoyés.

ARTICLE 3. - Les garanties financières constituées par la société S.A.S. CARRIERES LAMBLE. – RN83, route d'Héricourt – 90800 ARGIESANS, pour assurer la remise en état de la carrière du lieu-dit « Sous le Mont » à ARGIESANS qu'elle a été autorisée à exploiter par l'arrêté préfectoral n° 2087 du 23 août 1985 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1099 du 29 juillet 1999, sont levées, dès la notification du présent arrêté et pour la totalité de leur montant, soit 200 835 Euros.

ARTICLE 4. - Le présent arrêté sera notifié à la société COLAS EST (S.A.S CARRIERES LAMBLE) – BP 11-440, rue Kiener – 68014 COLMAR.

Il sera affiché pendant un mois à la mairie d'ARGIESANS.

Un avis relatif aux articles 3 et 4 de cet arrêté sera inséré, au frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté pourra être déféré au tribunal administratif de Besançon.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

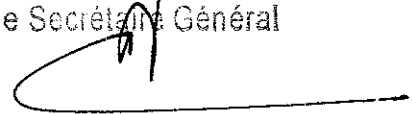
ARTICLE 5. – Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, Monsieur le Maire d'ARGIESANS ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National des Forêts,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,
- HSBC-CCF – 103 avenue des Champs Elysées – 75008 PARIS.

Belfort, le
Le Préfet

20 MAR 2007

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

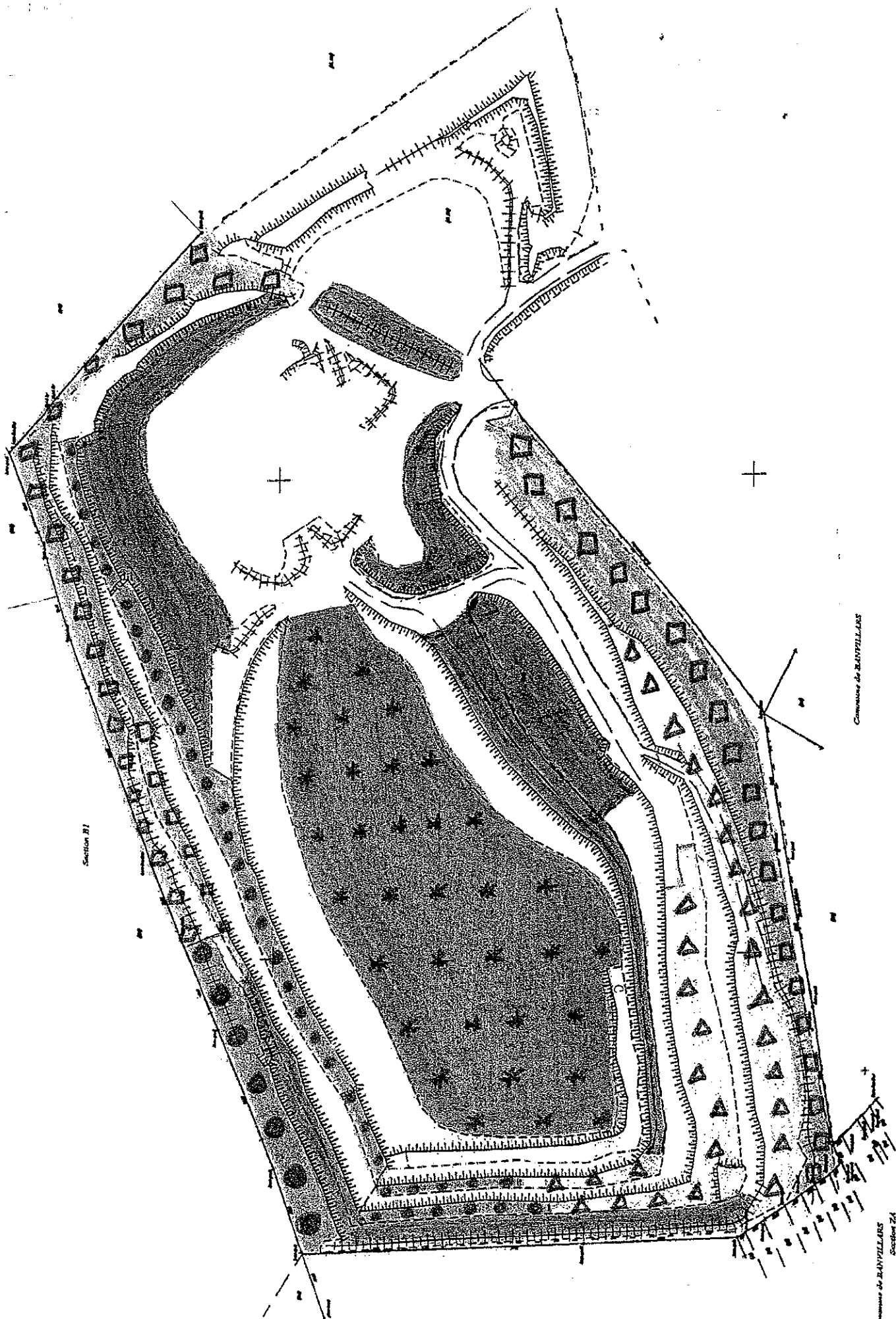


Philippe L. LONNE

ANNEXE à l'arrêté préfectoral n° 20070320 0340 du 20 MAR. 2007

RÉAMENAGEMENT CARRIERE LAMBLÉ

- 1) PLANTATIONS D'ARBRES A « ENSOLEILLEMENT SUD » ☒
- 2) PLANTATIONS D'ARBRES A « ENSOLEILLEMENT NORD » ☒
- 3) VÉGÉTALISATION PAR HYDROSEEDER ☒
- 4) REMBLAIEMENT EN TERRE DU CARREAU ☒
- 5) ZONE DÉJÀ AMÉNAGÉE ☒



Section 21

Commune de BAYVILLARS

Section 24

Commune de BAYVILLARS
Section 24